

**REUNION DU CONSEIL DE SECURITE (Formule Arria)****Sur le dialogue entre les communautés et la prévention des crimes en République**

Déclaration de M. Adama Dieng, Secrétaire général adjoint

Conseiller spécial pour la prévention du génocide

New York, 14 mars 2014

Excellences, Distingués représentants, Mesdames et Messieurs,

Je remercie les Missions permanentes de la France et du Nigeria, en particulier, l'Ambassadeur Gérard Araud et l'Ambassadeur Joy Ogwu, de nous avoir réunis ici pour un échange de vues sur les actions qui pourraient promouvoir le dialogue entre les communautés et prévenir les crimes atroces en République centrafricaine.

Excellences, depuis mon dernier mon exposé au Conseil de sécurité, le 24 janvier 2014, la situation en République centrafricaine s'est considérablement détériorée. Nous faisons face à une grave crise avec des attaques permanentes, violentes et ciblées contre des individus et des groupes en raison de leur appartenance religieuse, auxquels s'ajoute le manque de moyens des autorités de transition et des acteurs internationaux à protéger les populations à risque. La République centrafricaine constitue un exemple clair de la manière dont les groupes armés peuvent manipuler les communautés et les inciter à la violence sur base de considérations religieuses, même dans les cas où ces celles-ci ont vécu ensemble pacifiquement durant des générations.

Le retrait des ex-combattants de la Séléka de Bangui a déclenché de nouvelles attaques contre leurs éléments restés sur place, leurs associés et ceux perçus comme étant leurs supporteurs, ainsi que la communauté musulmane dans son ensemble. Aujourd'hui, les musulmans sont délibérément et systématiquement pris pour cible par des éléments antibalaka et des foules de civils à Bangui, comme à l'intérieur du pays. On déplore ainsi des tueries en masse, assassinats ciblés, violences sexuelles, lynchages, pillages et destruction de biens. Les actes de violence collective ont atteint des niveaux sans précédent. Des individus se réclamant de la milice antibalaka parlent publiquement d'« opérations de nettoyage ». Il y a également des rapports faisant état de discours de haine tenus par des éléments de la milice antibalaka à la télévision ou à la radio pour justifier leurs actions et se référant aux musulmans comme étant des « pommes de terres pourries ».

Tous les jours, nous recevons des informations faisant état d'horribles attaques contre la population civile musulmane par les antibalaka ou des foules de civils. La nature cruelle de ces attaques et mutilations des corps des victimes et la profanation des lieux de cultes sont autant de signes que les attaques sont menées avec l'intention d'envoyer un message fort au groupe victime. Par exemple, le 28 février 2014, un musulman, Député Maire de la ville de Mbaiki située à 60 km au sud de Bangui a été attaqué de sang-froid par ses propres voisins, qui sont majoritairement chrétiens. Il a été poignardé à mort, son corps décapité et mutilé, juste à quelques mètres d'un poste de police. Il était parmi les quelques dix musulmans que la ville comptait encore sur une population de 2,000 musulmans avant la crise. Douze suspects avaient été arrêtés, quelques-uns avec du sang frais sur leurs machettes, mais ils avaient été immédiatement libérés. En plus des attaques physiques dans certaines localités, par exemple à Boda (190 km de Bangui), des éléments antibalaka empêcheraient la population de s'approvisionner en vivres chez les commerçants musulmans, imposant de ce fait des conditions qui menacent la vie de ce groupe.

La violence délibérée et ciblée contre les musulmans a contribué à un exode de la population musulmane de Bangui et d'autres villes majeures. Beaucoup d'entre eux se sont réfugiés dans le nord du pays et d'autres ont traversé les frontières. Des rapports indiquent que seulement 20% de la population musulmane vit encore en Centrafrique, le reste a été forcée de quitter le pays. Le pays compte aujourd'hui entre 15,000 et 25,000 musulmans qui vivent sur l'ensemble du territoire dans une situation de haut risque et qui requiert une protection urgente. De telles attaques généralisées et systématiques visant des civils sur la base de leur religion ou ethnie indiquent que des crimes contre l'humanité sont en train d'être commis et que le risque de génocide reste élevé. Il y a un besoin urgent de protéger la population civile en République centrafricaine, en particulier la minorité musulmane, des crimes atroces qui sont actuellement commis dans le pays. Comme l'a souligné la Secrétaire adjointe aux affaires humanitaires, Mme Valérie Amos lors de son exposé au Conseil de sécurité la semaine dernière, « à moins que la trajectoire actuelle soit rapidement renversée, les changements démographiques et sociaux qui prennent forme en République centrafricaine auront des conséquences sévères et durables pour le pays, la région et le continent »

Excellences, il n'y a pas de doute que l'action de la MISCA, la force de maintien de la paix de l'Union Africaine, des troupes françaises et européennes a considérablement contribué à la protection des Centrafricains, notamment dans les camps de déplacés internes et aux alentours. Il est clair que la sécurité et la stabilisation de la situation reste une priorité majeure. Cependant, il est également évident que les ressources et les moyens dont disposent les forces internationales pour protéger la population restent limités, étant donné le niveau de violence et le fait que celle-ci sévit dans l'ensemble du pays. La discussion d'aujourd'hui sur "le dialogue entre les communautés et la prévention des crimes atroces" est extrêmement importante, compte tenu de ces développements. Il sera difficile de parvenir à la paix, la sécurité et la stabilité en République centrafricaine en l'absence d'une partie de la population, précisément la population musulmane.

Face au départ forcé des musulmans vers le nord pour des raisons sécuritaires, le pays risque d'être divisé, avec des musulmans au nord et des chrétiens au sud. Nous savons que des atrocités ont été commises par les deux camps, les violations et abus des ex-Séléka contre les chrétiens ont déclenché les représailles des antibalaka à l'encontre des musulmans, cette situation est maintenant hors control. Nous devons travailler ensemble de façon urgente pour promouvoir la réconciliation entre ces deux communautés qui, traditionnellement ont vécu ensemble dans la paix.

Lors de ma visite à Bangui en décembre 2013, j'ai rencontré des chefs religieux, y compris l'archevêque Dieudonné Nzapalainga et l'Imam Oumar Loayama, qui sont présents parmi nous aujourd'hui. Nous devons saluer leur courage et détermination à transmettre à leurs fidèles des messages de paix, même dans un climat de haine et de désolation. Alors que la communauté internationale a demandé un renfort des forces de protection en République centrafricaine pour aider les autorités de transition à restaurer l'autorité de l'état et appuyer le processus politique, nous ne devons pas oublier que la réconciliation doit être au cœur de tout processus afin d'assurer une paix durable entre les centrafricains. Il est important de réunir nos efforts pour soutenir le travail des chefs religieux et toutes les autres initiatives destinées à restaurer la cohésion nationale.

Mon bureau travaille avec les autorités de transition pour établir un Comité National pour la prévention du génocide et autres crimes atroces conformément au protocole de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) pour la prévention et la répression du crime de génocide, crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et de toutes formes de discrimination. Nous espérons que ce Comité sera installé en mai 2014. Nous avons convenu avec les autorités centrafricaines que ce Comité National soutiendra l'organisation des forums de paix au niveau communautaire dans les seize provinces que compte le pays. Nous avons insisté auprès des autorités sur la nécessité de s'assurer que le Comité National comprend à la fois des acteurs étatiques et non étatiques, en particulier, des chefs religieux, la société civile, des représentants de jeunes et de femmes.

Je voudrais conclure en soulignant qu'il est difficile de parvenir à la paix et réconciliation sans justice. Le dialogue entre les communautés devrait aussi avoir pour objectif de traduire en justice les auteurs de crimes. Les chefs religieux et communautaires ont une obligation morale de demander la justice et parler au nom des victimes des atrocités. Les autorités nationales devraient s'engager en première ligne pour la justice des victimes. Je demande aux autorités de transition ainsi qu'aux leaders régionaux et sous régionaux, et à la communauté internationale dans son ensemble de soutenir toutes les initiatives destinées à mettre fin à l'impunité. Si les criminels restent impunis, ils vont continuer à tuer, mutiler, violer, piller et commettre des atrocités. Nous devons soutenir pleinement la Commission d'enquête des Nations Unies et la Cour Pénale Internationale en vue de l'établissement de la vérité sur ce qui s'est passé et l'obtention de la justice pour les victimes.

La République centrafricaine est au bord du gouffre, nous devons tenir à notre promesse du "plus jamais ça" et sauver des vies tant que nous le pouvons encore.

Je vous remercie.

Adama Dieng

Secrétaire général adjoint

Conseiller spécial pour la prévention du génocide

14 mars 2014